

3.1.3.2 Intérêts et points de vue des parties prenantes

Un dialogue ouvert avec tous, impliquant tous les métiers et filiales du Groupe

Le dialogue avec les parties prenantes est une composante majeure de la culture d'EDF. Elle forme le socle de la coopération qu'EDF entretient avec ses parties prenantes internes et externes et est au cœur de la politique RSE du Groupe.

Les parties prenantes du Groupe ont contribué à l'identification et à l'évaluation des impacts, risques et opportunités dans le processus d'analyse de double matérialité. Leurs attentes et intérêts sont pris en compte dans la stratégie et les objectifs du Groupe (voir la section 1.3.1 « Environnement et enjeux stratégiques »).

Lancée en 2018, la démarche « Parlons Énergies » a initié une nouvelle dynamique de dialogue au sein de l'entreprise. Plus de 20 000 salariés y ont participé et sont venus enrichir, par des propositions concrètes, la vision stratégique de l'avenir du Groupe. En 2021, la démarche s'est enrichie d'un volet externe « Parlons Énergies chez vous » au cours duquel des salariés volontaires d'EDF sont allés à la rencontre de citoyens français pour recueillir leur perception et leurs attentes vis-à-vis de l'entreprise.

Le 7 mai 2020, EDF a formulé sa raison d'être, adoptée par l'Assemblée générale des actionnaires à 99,99 %, et portée dans les statuts de l'entreprise. La raison d'être est au cœur de la stratégie de l'entreprise (voir la section 1.3.2 « Priorités de la stratégie ») et plus de 4 000 salariés ont contribué à son élaboration.

Les parties prenantes internes ont été systématiquement consultées pour la fixation des cibles.

Une cartographie des parties prenantes du Groupe pour guider l'action

Le Groupe a formalisé la cartographie générale de ses parties prenantes, approuvée en Comité exécutif, qui fournit aux directions et sociétés du Groupe un cadre d'organisation du dialogue.

En conformité avec les démarches ISO 9001 et ISO 14001, les directions et sociétés du Groupe établissent systématiquement une cartographie de leurs parties prenantes en vue de préciser les modes de dialogue appropriés à leur contexte spécifique.

Les relations avec les communautés locales entrent dans le champ du contrôle interne.

Les principales parties prenantes du Groupe sont le personnel de l'entreprise, les clients, la société civile (communautés locales, ONG, Presse et médias,...), les autorités publiques, les partenaires financiers et les partenaires d'affaires.

Parties prenantes	Principales attentes	Moyen de dialogue
Personnel de l'entreprise	Formation, développement et reconnaissance Santé et sécurité au travail Bien-être au travail Éthique Diversité et inclusion	Politiques et code d'éthique Représentants du personnel Système d'alerte du groupe EDF, enquête MyEDF ⁽¹⁾ Réunions managériales et entretiens annuels
Les clients	Produits et services compétitifs ; flexibilité de l'offre Qualité de service et conseils Engagements auprès des populations précaires, notamment en France Accompagnements à la décarbonation et fourniture d'électricité bas carbone	Enquêtes de satisfaction Réunions technico-commerciales Politique solidarités Rencontres avec les associations de consommateurs Rencontres avec le Médiateur national de l'énergie (en France)
La société civile	Communautés locales • Consultation des communautés • Impacts positifs sur les territoires (emplois, achats, éducation, qualité de vie, etc.) ONG • Partenariats, mécénats et financements de projets • Expertise scientifique et technique Presse et médias • Informations régulières, transparence et réactivité • Informations financières et RSE	Communautés locales • Réunions d'information et sites internet • Débats publics et consultations ONG • Réunions, participation à des <i>think tanks</i> et autres Presse et médias • Communication • Sites internet Tous • Visites de sites industriels
Les autorités publiques	Contribution à l'impact économique, environnemental, social et sociétal Création d'emplois Soutien aux filières industrielles, notamment en France et en Europe Performance économique Respect des lois et règlements	Consultation au cours du processus législatif et réglementaire Rencontres individuelles et visites de sites industriels Processus de concertation et de consultation Partenariats Comités de responsabilité d'entreprise et Comité des risques et de l'audit du Conseil d'administration d'EDF
Les partenaires financiers	Performance financière Réduction des risques RSE	Réunions Investisseurs Partenariats Sites internet
Les partenaires d'affaires	Relations pérennes Santé et sécurité au travail Juste rémunération et délais de paiement Partenariats industriels, techniques et/ou financiers	Réunions et forums fournisseurs, universitaires Partenariats

(1) Déployée auprès de l'ensemble des salariés du Groupe, l'enquête annuelle d'engagement « MyEDF Group » a pour but de recueillir les opinions des salariés sur leur situation professionnelle et leur perception de l'entreprise au niveau local et à l'échelle du Groupe.

Le groupe EDF, pionnier dans la mise en place des panels de parties prenantes

Depuis plus de vingt ans, le groupe EDF s'appuie sur différents conseils de parties prenantes externes, à l'échelle d'EDF SA, du Groupe, d'un pays d'implantation, ou d'une filiale. Plusieurs panels d'experts issus de la société civile apportent un regard extérieur sur les orientations stratégiques du Groupe.

Le Conseil de Parties Prenantes du groupe EDF

En matière de dialogue avec les parties prenantes externes, et au-delà des lieux d'écoute externe, de veille anticipative et de vie des partenariats, l'instance privilégiée est le Conseil de Parties Prenantes. Il s'agit d'un collectif multidisciplinaire, paritaire et bénévole composé de treize personnalités issues de la société civile aux profils variés : spécialistes de l'environnement, du climat, universitaires, représentants de collectifs d'étudiants, économistes ou acteurs de l'économie sociale et solidaire... Il est coprésidé par le Président-Directeur Général d'EDF, et par Cécile Renouard ⁽¹⁾ depuis 2022. Le Conseil de Parties Prenantes a entamé son second mandat en septembre 2023 pour une période de trois ans. Une session dédiée au chantier compétences du groupe EDF a eu lieu dans l'année écoulée. Par ailleurs, en 2024, le Conseil de Parties Prenantes a été consulté lors de l'établissement de l'analyse de double matérialité.

Le Conseil scientifique

Présidé par Sébastien Candel ⁽²⁾, ce conseil de niveau Groupe s'est réuni à 3 reprises en 2024 sur les réseaux électriques du futur, l'intelligence artificielle et sur les activités R&D d'EDF.

Le Stakeholder Advisory Board d'Edison (SAB)

Le Stakeholder Advisory Board (SAB), renouvelé en 2023, est composé de 16 personnalités faisant autorité dans le contexte de la transition énergétique, identifiées par Edison dans son écosystème externe. Le SAB s'est réuni trois fois en 2024. Les réflexions sur l'évolution de la stratégie de durabilité émanant du SAB sont discutées avec le PDG et les membres du comité exécutif et une synthèse des travaux est portée, sur une base annuelle, à l'attention du Conseil d'administration. Le SAB a également participé à l'évaluation des impacts de l'analyse de double matérialité 2024.

Le Comité de mission d'Enedis

Enedis est devenue entreprise à mission en 2023. En 2024, le Comité de mission s'est réuni à quatre reprises. Il a co-construit avec Enedis sa 1^{ère} feuille de route et élaboré un « avis » public dans le rapport de mission 2024 d'Enedis.

Les instances représentatives du Personnel

Les instances représentatives du Personnel sont également des lieux de dialogue et de concertation reconnus au sein du groupe EDF et en particulier le CSE central ou le Comité mondial de Dialogue sur la responsabilité sociale du groupe EDF (CDRS) au sein duquel a été établi l'accord Responsabilité sociale et environnementale monde, présenté dans la section 3.3.2.1.1 « Responsabilité sociale de l'entreprise », au paragraphe « L'accord-cadre mondial Responsabilité sociale et environnementale du groupe EDF ». En particulier, conformément au dernier alinéa de l'article L. 2312-17 du Code du travail, l'état de durabilité 2024 sera présenté pour avis au Comité social et économique central (CSE central) le 27 mars 2025.

Une dynamique de dialogue avec les ONG

Une politique de relations avec les ONG a été élaborée et validée en Comité stratégique RSE. Ces orientations intègrent le nouveau paysage des ONG et l'évolution de leurs modes d'action sous le pilotage d'un chargé de mission rattaché à la Directrice Impact.

(1) Philosophe, professeure à l'École des Mines, à l'ESSEC et à l'IEP Paris, et présidente du Campus de la Transition.

(2) Membre et ancien Président de l'Académie des Sciences et membre de l'Académie des technologies.